

le 1^{er} janvier 1792 seraient déclarés « coupables de conjuration contre la patrie ».

Le 29 du même mois, les prêtres insermentés furent mis en demeure de prêter sous huit jours le serment civique, sous peine de privation de leur traitement, et, en cas de troubles, d'interdiction provisoire de séjour.

Louis XVI refusa de sanctionner les décrets et se borna à enjoindre à ses deux frères de rentrer en France; mais « Monsieur » répondit à cette injonction par une lettre moqueuse, affectant de considérer le roi comme prisonnier de ses sujets.

Sur ces entrefaites et alors que l'attitude de l'Assemblée devenait de plus en plus hostile à la Cour, une note du ministère autrichien (3 décembre 1791), revenant sur la question des princes possessionnés, signifia au roi la résolution de Léopold II, de « leur porter tous les secours qu'exigeaient la dignité de la couronne impériale et le maintien des constitutions de l'Empire, s'ils n'obtenaient pas réintégration plénière et conforme aux dispositions des traités ».

Ministère feuillant. — Le roi appela aux affaires un ministère dit *feuillant*, bien qu'il fût loin d'être homogène, et qui allait pratiquer une politique toute dévouée à la Cour (6 décembre). Le portefeuille de la Guerre fut confié à Narbonne, qui fréquentait chez M^{me} de Staël; celui des Affaires étrangères à de Lessart; les sceaux, à Du Port. Cahier de Gerville, à l'Intérieur, et Bertrand Molleville, à la Marine, représentaient l'un les idées « patriotes », le second le parti le moins avancé. La Fayette fut écarté conformément au désir de la reine. « M. de La Fayette nous sauvera de nos ennemis, disait-elle, mais qui nous sauvera de M. de La Fayette? »

Le 14 décembre, sur les instances de Narbonne, le roi vint annoncer à l'Assemblée son projet de sommer les Électeurs de dissoudre les corps d'émigrés massés sur nos frontières. Le 2 janvier 1792, les princes n'ayant pas obtempéré aux injonctions du roi, l'Assemblée décréta qu'il y avait lieu à accusation contre les comtes de Provence et d'Artois, le prince de Condé, Calonne, « prévenus d'attentats et de conspiration contre la sûreté générale de l'État et la Constitution ».

Quelques jours plus tard, l'Empereur fit remettre au gouvernement français une note où, incriminant les outrages prodigués à la monarchie par les révolutionnaires et relevant les préparatifs de guerre de la France, il déclarait « qu'une violation quelconque du territoire germanique serait considérée comme un cas de guerre ».

L'Assemblée rendit, le 14 janvier, un décret dont l'exposé des motifs discutait les griefs reprochés à la France et qui concluait par le refus de céder sur aucun point. Le 25 elle invita Louis XVI à demander à l'Empereur des explications au sujet du « concert des souverains », ajoutant que si, au 1^{er} mars, le gouvernement n'était pas en possession d'une réponse satisfaisante, toute relation serait rompue.

Le jour même où expirait cet ultimatum, François II succédait à l'empereur Léopold, qui en définitive ne désirait pas les hostilités.

Ministère girondin. Roland et Dumouriez. — Dans le ministère, Bertrand de Molleville et Narbonne se faisaient une guerre acharnée. Le premier était l'homme de confiance de la reine; jaloux de la popularité du jeune ministre de la Guerre, il lui reprochait sa condescendance pour l'Assemblée. Le roi destitua Narbonne (9 mars) et le remplaça par de Grave.

Le lendemain la Législative déclara que l'ancien ministre de la Guerre emportait ses regrets; Vergniaud reprocha formellement à la Cour d'égayer le roi par des conseils perfides, et l'Assemblée vota la mise en accusation de de Lessart. Les autres ministres ayant démissionné, le roi constitua un *ministère girondin* : Lacoste (Marine), de Grave (Guerre), Dumouriez (Affaires étrangères), Roland (Intérieur), Clavière (Contributions publiques), Duranton (Justice).

Roland et Dumouriez étaient les hommes les plus marquants du cabinet du 24 mars 1792.

Ancien inspecteur des manufactures à Lyon, Roland, actif, laborieux, mais sentencieux et superficiel, était une sorte de républicain à l'antique, scrupuleusement honnête, de mœurs austères, inflexible comme ses doctrines, dominé par sa femme, Manon Philipon. Ambitieuse autant et plus que son mari, dont elle fut la collaboratrice dévouée, M^{me} Roland était intelligente, instruite, sérieuse,

enthousiaste des idées philosophiques et républicaines, profondément honnête malgré sa passion pour Buzot, parce que « Plutarque et Corneille corrigeaient en elle le Tasse et Jean-Jacques » (Henri Roujon). Elle domina les girondins et l'on peut dire que, pendant un an, c'est dans son salon que se décidèrent les destinées de la France.

Dumouriez, réformé comme capitaine en 1763, avait mené pendant trente ans une vie d'aventures en Espagne, en Corse, en Pologne. Employé dans la diplomatie secrète de Louis XVI, jeté à la Bastille, puis gracié, il était en 1789 commandant militaire à Cherbourg. Agé de cinquante-trois ans, c'était un soldat très brave, d'aspect séduisant, mais un ambitieux sans scrupules et un sceptique. Partisan secret des d'Orléans, il flatta tous les partis. D'une intelligence souple, avec de grandes facultés d'assimilation et d'improvisation et un esprit fécond en ressources, il était moins capable de régner sur les assemblées politiques que de commander dans les camps. Comme diplomate, il gardait dans les grandes affaires quelque chose de l'ancien agent secret, et il espérait être assez habile pour contenter à la fois la Cour et la majorité de l'Assemblée.

Il apporta au ministère un vaste plan de politique étrangère, qui consistait à attaquer l'Autriche dans les Pays-Bas révoltés, dont on ferait une république fédérative sous le protectorat de la France. Pour isoler l'Autriche, qu'un traité d'alliance offensive et défensive liait avec la

Prusse depuis le 7 février 1792, et localiser la guerre, il chargea de missions, d'ailleurs infructueuses, Custine à Berlin, Talleyrand à Londres, Sémonville en Sardaigne et à Constantinople.

Rupture avec l'Autriche. La déclaration de guerre (20 avril 1792). — Par haine de l'esprit militaire et par défiance vis-à-vis de la Cour, qu'il soupçonnait de trahison, le parti avancé était hostile à la guerre qui, heureuse, affermirait le pouvoir du roi et, malheureuse, consoliderait l'influence des girondins. Ceux-ci l'appelaient de tous leurs vœux, dans la conviction que la victoire entraînerait la chute de la royauté, en même temps qu'elle faciliterait en Europe la propagande des principes révolutionnaires; ils y voyaient aussi un moyen de démasquer les menées de la Cour et de déconsidérer la royauté en la solidarissant avec la grande famille monarchique.

La réponse de François II au sujet du « concert des souverains » porta que ce concert subsisterait « tant que subsisteraient les causes qui en avaient provoqué et nécessité l'ouverture ». Dès qu'il la connut, Dumouriez chargea Noailles, notre ambassadeur à Vienne, de sommer l'Autriche d'avoir à cesser immédiatement ses mouvements de troupes sur nos frontières.

François II, prince de vingt-quatre ans, était « militaire dans l'âme et absolutiste », et l'alliance prussienne ne lui inspirait pas les mêmes défiances que son père. Il mit comme condition à un désarmement la reconstitution de la monarchie française sur les bases de la séance royale du 23 juin 1789, la restitution au clergé de tous ses biens, le rétablissement dans leurs privilèges des princes possessionnés d'Alsace, enfin la remise d'Avignon au pape.

Le 20 avril 1792, le roi, accompagné de tous ses ministres, se présenta devant la Législative. Dumouriez communiqua la note de François II, qui fut accueillie par de véhémentes protestations; puis Louis XVI prit la parole et, d'un ton solennel : « J'ai dû,



M^{me} Roland, par J. GOUFFIL (Musée du Luxembourg).

dit-il, épuiser tous les moyens de maintenir la paix. Maintenant, je viens, aux termes de la Constitution, vous proposer formellement la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême (1). »

La proposition, qui, ménageant les susceptibilités des États germaniques, ne donnait pas à François II son titre d'Empereur, fut renvoyée d'urgence au comité diplomatique pour la rédaction de la déclaration, dont Condorcet écrivit l'exposé des motifs. La guerre fut déclarée à l'unanimité moins 7 voix.

État et emplacement des armées françaises. — Les ressources militaires de la France étaient médiocres.

L'armée de ligne, l'ancienne armée royale, dont les effectifs étaient incomplets, était privée d'un grand nombre de ses officiers, qui avaient émigré, et l'intervention des soldats dans les luttes politiques avait affaibli la discipline. Seule l'artillerie avait gardé ses cadres à peu près intacts.

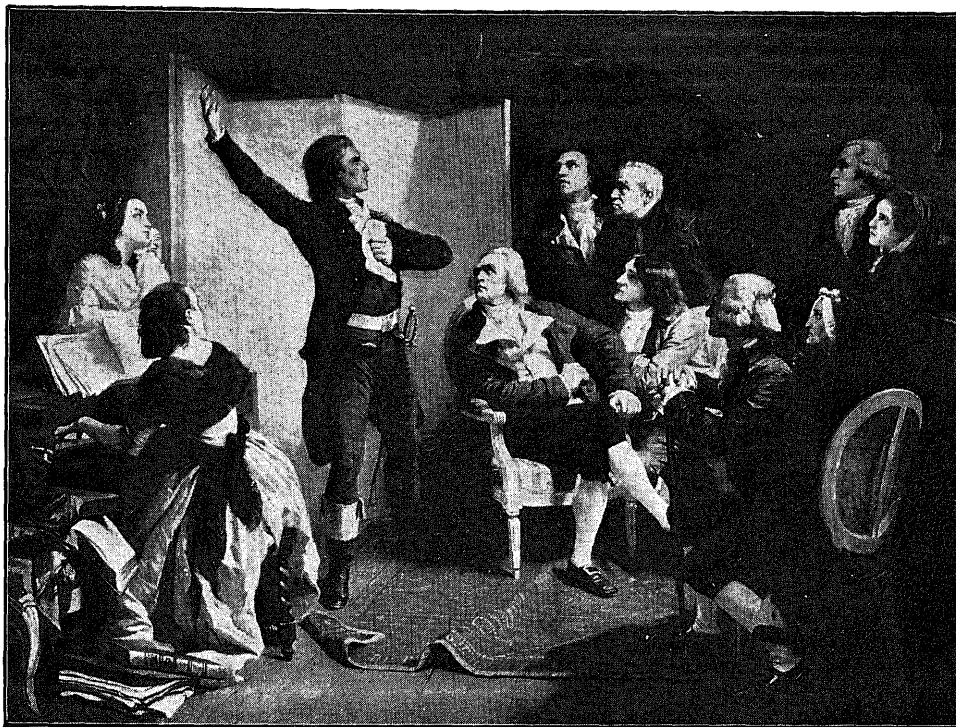
En juillet 1791, sous le coup des craintes d'intervention étrangère provoquées par l'affaire de Varennes, la Constituante avait créé une armée auxiliaire, composée de *volontaires* nationaux et engagés pour un an à partir du 1^{er} décembre suivant : le 17 août, 101 000 volontaires furent appelés sous les drapeaux pour former 169 bataillons de 574 hommes, dont les officiers et sous-

(1) La « *Marseillaise* ». — Lorsque la nouvelle de la déclaration de guerre arriva à Strasbourg, le maire de cette ville, Dietrich, organisa une fête patriotique qui se termina par un banquet. Au nombre des convives se trouvait un jeune capitaine du génie, Rouget de l'Isle, dont les compositions poétiques et musicales jouissaient d'une certaine réputation. Dietrich lui proposa de composer un chant de guerre « pour animer et guider nos jeunes soldats » et, sur les instances des invités, l'officier promit « d'essayer ». Rentré chez lui, il prit son violon, se mit à en jouer et composa d'une seule haleine six couplets, paroles et musique.

Le lendemain matin, dès six heures (25 avril 1792), il se leva, écrivit sa composition, la montra d'abord à un de ses amis, puis la porta chez le maire. Dietrich, après avoir lu brièvement le manuscrit : « Montons au salon, dit-il à Rouget, que j'essaye votre air sur le clavecin. A première vue, je juge qu'il doit être bon ou bien mauvais. » Dès qu'il eut déchiffré la musique, il appela une de ses nièces, lui fit jouer l'air et invita à déjeuner tous ses convives de la veille. Au dessert, il entonna l'hymne, qui produisit une grande impression. L'œuvre de Rouget de l'Isle reçut le nom de *Chant de guerre de l'armée du Rhin* et fut dédiée à Luckner, qui commandait cette armée.

Des voyageurs de commerce la répandirent dans toute la France. Le *bataillon des Marseillais*, appelé à Paris par Barbaroux à l'approche du Dix Août (voir p. 230), entonna, sur sa route, le *Chant de guerre* et fit son entrée dans la capitale en chantant l'œuvre de Rouget de l'Isle, à laquelle on donna dès lors le nom de ceux qui lui avaient procuré une renommée si rapide.

La *Marseillaise* exerça sur les armées de la République un grand enthousiasme. Klopstock, rencontrant un jour Rouget de l'Isle, lui dit : « Vous êtes un homme terrible, vous nous avez tué cinquante mille braves Allemands. » Et après la bataille de Valmy, Kellermann ayant écrit à Servan, ministre de la Guerre, pour lui demander l'autorisation de célébrer ce succès par un *Te Deum* : « L'hymne national connu sous le nom des *Marseillais*, répondit Servan, est le *Te Deum* de la République. »



Rouget de l'Isle chantant la « Marseillaise », par PILS (Musée du Louvre).



Rouget de l'Isle, par DAVID d'Angers.



Soldat de la République, par Nic. CHARLET.

officiers étaient nommés par les soldats. Quatre-vingt-trois bataillons seulement, sur 169, s'organisèrent à temps. Aussi, le 5 mai 1792, l'Assemblée législative décida-t-elle de compléter la première levée par 45 nouveaux bataillons, dont elle porta l'effectif à 800 hommes.

« On croyait opposer à l'envahisseur près de 300 000 hommes de troupes régulières et de volontaires. Mais en réalité, les garnisons déduites, les forces défensives de la France, de Dunkerque à Bâle, ne se composaient au 10 août que de 82 000 soldats. » (Arthur Chuquet.)

Suivant les principes stratégiques alors en vigueur, les troupes s'étendaient comme un cordon défensif tout le long de la frontière, réparties en quatre armées, savoir :

1^o de Dunkerque à Philippeville sur la Meuse, *l'armée du Nord* aux ordres de Rochambeau. Quartier général au camp de Famars ; — 2^o de Philippeville à Lauterbourg, *l'armée du Centre* ou des Ardennes, commandée par La Fayette. Quartier général à Metz ; — 3^o de Lauterbourg à Huningue, *l'armée du Rhin*, sous Luckner. Quartier général à Wissembourg ; — 4^o sur la frontière franco-italienne, *l'armée des Alpes*, commandée par Montesquiou du côté de la Savoie, et par Anselme près de la vallée du Var.

État et emplacement des armées ennemies. — L'Espagne, l'Angleterre et la Russie gardant encore la neutralité, les puissances qui entraient en lutte contre nous étaient l'Autriche, la Prusse, le landgrave de Hesse-Cassel et la Sardaigne. Les ennemis disposaient de près de 242 000 soldats, dont 171 000 d'infanterie et 41 000 cavaliers. Ces forces se divisaient aussi en quatre armées : *l'armée autrichienne* de Belgique, commandée par le duc Albert de Saxe-Teschén, gouverneur général des Pays-Bas, assisté de Clerfayt et de Beaulieu ; *l'armée prussienne*, commandée nominale par le roi Frédéric-Guillaume II et effective-

ment par le duc de Brunswick, que secondaient les généraux Kreist et Kalkreuth; un corps de 13000 hommes, aux ordres d'Estérhazy, qui se tenait en observation dans le Brisgau, de Bâle à Philippsbourg; enfin, dans le Piémont, l'armée sarde, sous l'autorité directe du roi Victor-Emmanuel. Les Prussiens, commandés par le duc de Brunswick, devaient envahir la Champagne, tandis



Journée du 20 juin 1792, gravure de JOURDAN.

que les Autrichiens, massés en Flandre et sur le Rhin, couvriraient le flanc de l'armée prussienne.

Premières opérations. Échecs dans le Nord. — Dumouriez avait conçu un plan de campagne, consistant : 1° à se tenir sur la défensive partout où la France avait ses frontières naturelles; 2° à prendre l'offensive dans les Pays-Bas, où notre territoire n'allait pas jusqu'au Rhin, et dans la Savoie, où il n'allait pas jusqu'aux Alpes; puis, ces positions occupées, à les défendre sans aller plus loin. La conquête de la Belgique paraissait facile à Dumouriez, qui comptait sur le soulèvement des patriotes de ce pays contre la domination autrichienne. Mais il eut le tort, au lieu de concentrer ses forces pour accabler l'ennemi, de les diviser en colonnes d'attaque, opérant séparément à des distances plus ou moins grandes les unes des autres.

Le 28 avril, l'armée du Nord entra en campagne. Le général Biron (duc de Lauzun), parti de Valenciennes avec 10000 hommes, prit Quiévrain et arriva à Quaregnon, près de Mons, où, le lendemain 29, il se heurta aux premiers régiments autrichiens, qui prirent l'offensive. Deux régiments de dragons français, le 5^e et le 6^e, furent saisis de panique et tournèrent bride aussitôt, au cri de « Trahison ! »

Le même jour, 28 avril, le général Théobald Dillon partit de Lille pour opérer contre Tournai. Abordée le 29 au matin par une troupe d'environ 4000 Impériaux, la colonne se débanda aux premiers coups de canon, laissant derrière elle ses convois et douze bouches à feu. Sous le même prétexte de trahison, les soldats se révoltèrent contre leur général et le pendirent.

Ces revers eurent pour conséquence la démission de Rochambeau, puis celle du ministre de la Guerre, de Grave (8 mai), qui fut remplacé, à la demande de Roland, par le colonel Servan. A Paris, on s'en prit à la Cour, qui fut justement accusée de trahison; car le plan de campagne, délibéré en conseil des ministres, avait été livré à l'Autriche. Durant on était d'ailleurs d'accord avec les conseillers secrets du roi (Bertrand de Molleville, Montmorin, etc.), qu'on appelait le « comité autrichien » et qui, disait-on, était pré-

sidé par la reine. L'Assemblée siégea en permanence du 28 au 30 mai; l'agitation révolutionnaire redoubla dans les clubs, dans les assemblées de sections, dans la rue.

Le 27 mai, la peine de la déportation fut prononcée contre les prêtres réfractaires, mais le roi refusa de sanctionner le décret. Le 29, l'Assemblée licencia la garde du roi. Le 8 juin, sous la pression

de l'opinion « patriote » et sur la motion de Servan, elle décréta la formation d'un camp de 20000 fédérés à Soissons, et, comme Louis XVI refusait sa sanction, Roland adressa au roi une lettre comminatoire, rédigée par sa femme et qui fut rendue publique. Le roi congédia aussitôt Roland, Clavière et Servan (13 juin). Dumouriez, après avoir essayé de constituer un autre ministère et d'obtenir la sanction des deux décrets du 27 mai et du 8 juin, démissionna à son tour (16 juin). Louis XVI remplaça ces ministres par des hommes du parti feuillant et envoya aux coalisés un émissaire secret, Mallet du Pan, avec des instructions écrites de sa main. La Fayette, de son camp, adressa à l'Assemblée une lettre où il condamnait la politique du ministère girondin et demandait qu'on mît fin au règne des clubs (18 juin 1792).

Les revers de l'armée du Nord, le renvoi des ministres girondins et le refus du roi de sanctionner les décrets provoquèrent la journée du 20 juin.

Journée du 20 juin 1792. — Le 20 juin, jour anniversaire du serment du Jeu de Paume, fut en effet choisi par le peuple pour forcer la volonté de Louis XVI par une manifestation. D'accord avec le maire de Paris et sans doute avec les ministres disgraciés, 20000 hommes, partis des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, vinrent demander à l'Assemblée d'exiger du roi l'observation scrupuleuse de ses obligations constitutionnelles.

En sortant du jardin des Tuileries, les manifestants, conduits par le brasseur Santerre, très influent et très aimé dans le faubourg Saint-Antoine, envahirent le Carrousel et pénétrèrent dans la cour du château.

Louis XVI était dans son cabinet, n'ayant à côté de lui que le vieux maréchal de Mouchy, quelques serviteurs de sa maison et des officiers dévoués de la garde nationale. La porte allait céder aux coups de hache : il donna l'ordre de l'ouvrir. Le boucher Legendre lut une pétition demandant la sanction des décrets. « Ce n'est ni la forme ni le moment de l'obtenir, répondit Louis XVI. Je ferai tout ce qu'exigera la Constitution. » On lui présenta un bonnet rouge au bout d'une pique; il le mit de son plein gré sur sa tête et but un verre de vin à la santé du peuple.

Cette scène durait depuis deux heures lorsque arriva le maire Pétion, qui s'approcha du roi en lui disant : « Ne craignez rien, vous êtes au milieu du peuple. » Louis XVI prend la main d'un grenadier et la pose sur son cœur : « Voyez, dit-il, s'il bat plus vite qu'à l'ordinaire. »

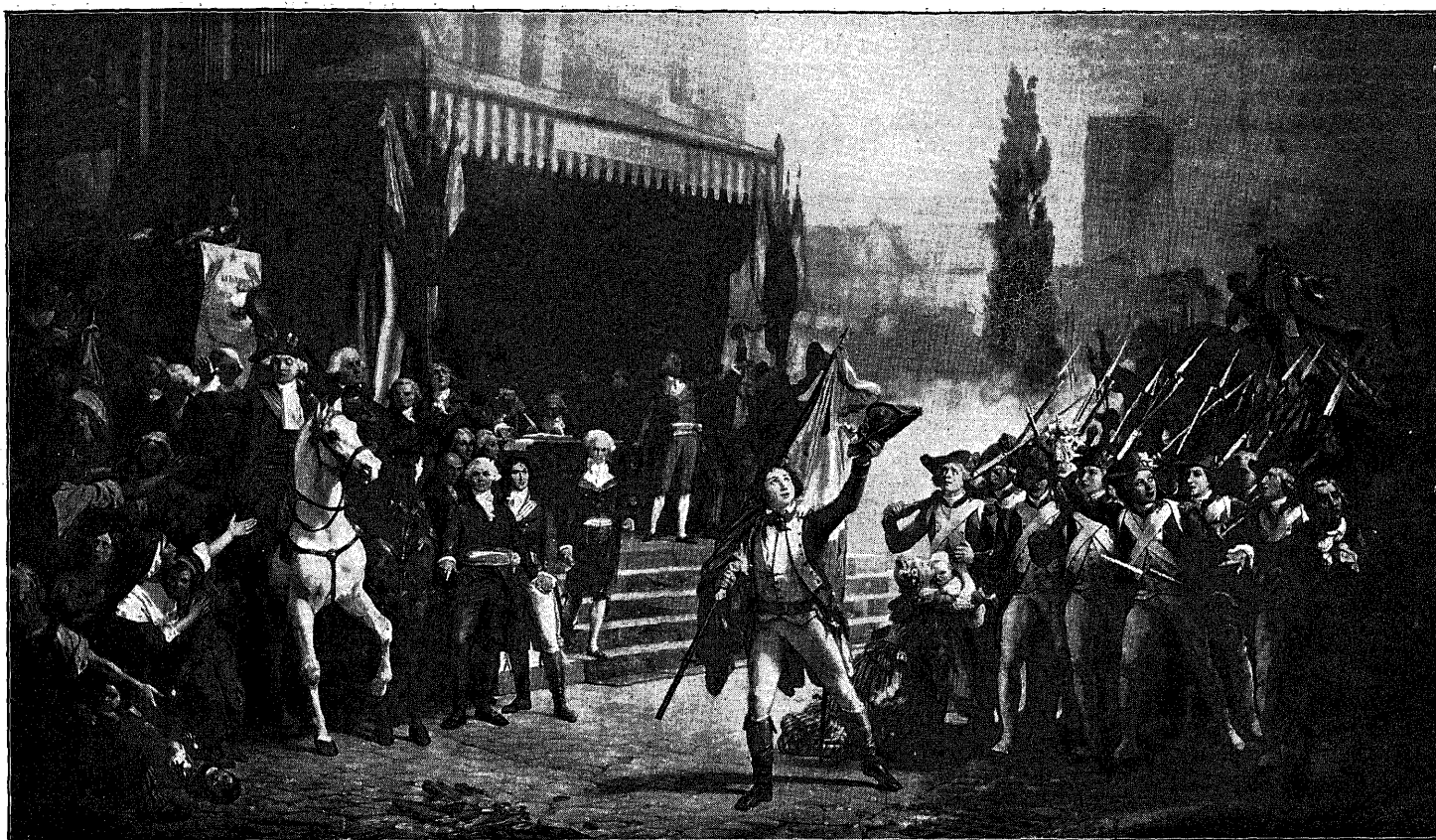
Madame Élisabeth, sœur du roi, avait suivi Louis XVI de fenêtre en fenêtre pour partager les dangers qu'il pourrait courir. Le peuple, qui l'avait d'abord prise pour la reine, avait crié : « A bas l'Autrichienne ! » Des grenadiers de la garde nationale les détrompèrent. « Laissez-les, dit la princesse, laissez-les dans leur erreur, et sauvez la reine. »

Sur le conseil du maire, la multitude défila entre deux haies de gardes nationaux devant le roi, qui conserva le plus grand sang-froid, puis devant la reine et le dauphin; mais le château ne fut complètement évacué que dans la soirée.

Cette manifestation provoqua l'hostilité ouverte de la bourgeoisie constitutionnelle. La Fayette, après avoir pourvu au commandement de son armée, vint à Paris (28 juin 1792) et demanda à l'Assemblée la poursuite des instigateurs de la journée du 20 juin; il n'obtint que les honneurs de la séance, après avoir voulu peut-être faire un *pronunciamento* en faveur du roi.



Louis XVI coiffé du bonnet phrygien (Médaille en terre colorée; musée Carnavalet).



Les enrôlements volontaires en 1792, par VINCHON (Versailles).

Ses offres à la Cour ne furent pas mieux accueillies. « Le meilleur conseil à donner à M. de La Fayette, dit le roi, est de servir toujours d'épouvantail aux factieux, en faisant bien son métier de général. »

Nouvelles opérations dans le Nord. — Luckner, successeur de Rochambeau à la tête de l'armée du Nord, reçut l'ordre de reprendre les opérations en Belgique. Vieux, fatigué, peu capable, il ne marcha qu'à contre-cœur. Parti le 16 juin du camp de Famars avec 18 000 hommes, il prit Menin le 17, Courtrai le 18; mais à Ypres, effrayé de son isolement en pays ennemi avec une force aussi peu nombreuse, il repassa la frontière et se retira sous les murs de Lille.

Le 3 juillet, Vergniaud dénonça avec véhémence les menées suspectes de la famille royale. Mais dans la séance du 7, Lamourette, évêque constitutionnel de Lyon, conjura ses collègues de sacrifier leurs dissentiments à l'intérêt commun. Impressionnés par sa généreuse éloquence, les députés des opinions les plus opposées s'embrassèrent et se serrèrent les mains : Louis XVI se rend à l'Assemblée, où il est accueilli par des applaudissements, et les représentants en masse l'accompagnent jusqu'aux Tuileries.

La patrie en danger. Les enrôlements volontaires. — Le conflit un instant apaisé devint plus aigu lorsqu'on apprit que l'administration du département avait suspendu de ses fonctions le maire de Paris. Le roi, qui avait approuvé cette mesure, n'osa pas résister à l'Assemblée, qui la déclara non avenue; mais les ministres offrirent leur démission, déclarant qu'il n'était pas « en leur pouvoir de défendre le royaume de l'anarchie ». Le 5 juillet, au milieu de l'émotion produite par les nouvelles de la frontière, la Législative avait rendu un décret réglant les formes d'après lesquelles, le cas échéant, la patrie serait déclarée en danger.

La déclaration même, ajournée jusqu'au 11 juillet, fut ainsi rédigée :

Des troupes nombreuses s'avancent vers nos frontières. Tous ceux qui ont en horreur la liberté s'arment contre notre Constitution.

Citoyens, la Patrie est en danger.

Que ceux qui vont obtenir l'honneur de marcher les premiers pour défendre ce qu'ils ont de plus cher se souviennent qu'ils sont toujours Français et libres. Que leurs concitoyens maintiennent dans leurs foyers la sûreté des personnes et des propriétés; que les magistrats et le peuple veillent attentivement et que tous, dans un courage calme, attribut de la véritable force, attendent pour agir le signal de la Loi, et la Patrie sera sauvée.

Tous les citoyens valides qui avaient déjà servi dans la garde nationale furent mis en état d'activité permanente et se réunirent, par cantons, pour élire parmi eux les citoyens qui seraient envoyés aux armées. Afin de constituer un corps de réserve entre Paris et la frontière, l'Assemblée décida la formation de 42 nouveaux bataillons de volontaires, et elle autorisa la création de compagnies franches, de légions françaises ou étrangères (Savoisiens, Belges, Hollandais), de compagnies de chasseurs.

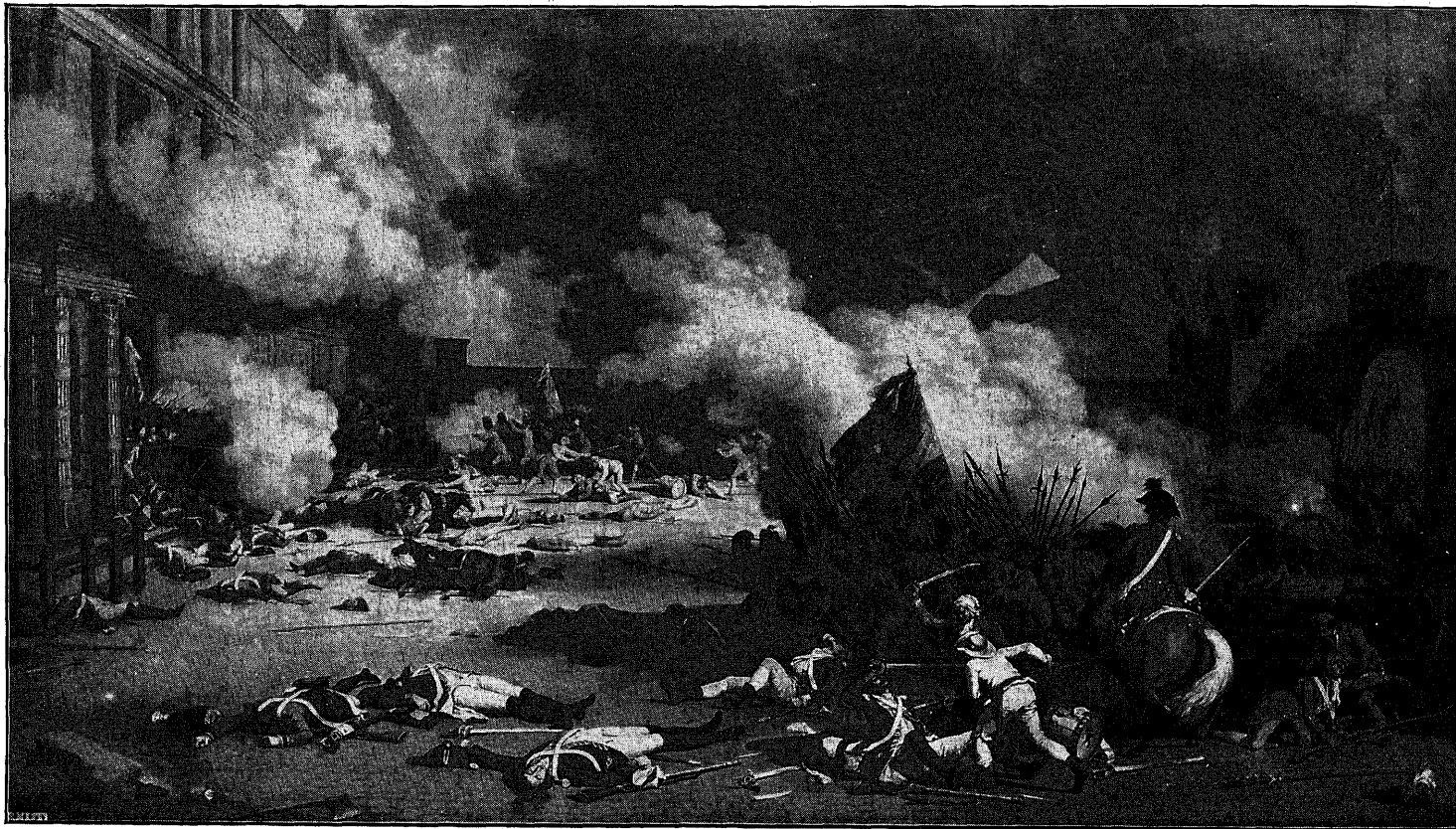
Les volontaires de 1792 rendirent moins de services que ceux de 1791. Ceux-ci « comptaient dans leurs rangs un grand nombre de jeunes gens instruits, pleins d'enthousiasme, animés par un profond sentiment du devoir et par une force morale qu'ils communiquèrent à leurs camarades. Pas un général, pas un officier qui ne loue leur ardeur et leur dévouement. Ils formaient l'élite de la nation, et ce furent, comme on l'a dit, les vrais volontaires, les seuls qui méritèrent ce titre, les seuls, à peu près, qui valurent quelque chose. Ils avaient, écrit Gouvion Saint-Cyr, l'énergie, l'entrain, la confiance. Ils eurent, assure Gay de Vernon, plus de tenue qu'on ne le croit communément; ils accouraient aux frontières, enorgueillis de leur nom, de leur nombre et de leur union; leur patriotisme était fervent, et leur courage appelait la



Le duc de Brunswick, gravé d'après A. GRAFF.

guerre » (1). De leurs rangs sortirent la plupart des grands généraux de la Révolution et de l'Empire. Les volontaires de 1792, inexpérimentés, mal aguerris, « arrivaient en guenilles, sans armes, sans gibernes, sans souliers. Beaucoup n'avaient été séduits que par la solde de 15 sous par jour; ce sont, disait Biron, des gens achetés par les communes et la plupart sans aveu »; et enfin un très

Le célèbre document exigeait le rétablissement du pouvoir absolu en France. Il menaçait de mort tout garde national pris les armes à la main, tout officier et soldat français qui refuserait de prêter le serment d'obéissance à Louis XVI, tout citoyen qui « oserait se défendre ». Il rendait personnellement responsables tous les membres de l'Assemblée nationale, du département, du district et de la mu-



Prise des Tuileries, le 10 août 1792, par J. BERTAUX.

grand nombre d'entre eux, politiciens avant tout, étaient « bien moins souples à la discipline que les volontaires de 1791 » (2).

Il n'y en eut pas moins en 1792 un magnifique élan de patriotisme (3), et le décret fixant « les mesures à prendre quand la patrie est en danger » reçut dans toute la France son exécution. Les corps administratifs se réunirent en permanence; les citoyens vinrent déclarer devant leur municipalité le nombre et la nature des munitions dont ils étaient pourvus; les gardes nationales, rassemblées au chef-lieu de chaque canton, choisirent « entre elles le nombre d'hommes que le canton devrait fournir ». La France se leva contre l'ennemi.

Le 19 juillet, l'armée prussienne se concentra à Coblenz, au nombre de 42 000 hommes, dont 30 000 fantassins. Avec elle devaient marcher 14 000 Autrichiens, sous les ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg, 5 000 Hessois, et les émigrés.

Le plan d'invasion fut l'œuvre d'un Français, le marquis de Bouillé. Les forces ennemies devaient remonter la vallée de la Moselle jusqu'à la frontière française, se porter sur la Meuse, où Clerfayt, venu des Pays-Bas, leur amènerait un nouveau corps de 15 000 Autrichiens, puis marcher directement sur Paris par la Champagne.

Le manifeste de Brunswick. — Avant l'entrée en campagne de l'armée d'invasion, l'Empereur et le roi de Prusse se concertèrent, le 21 juillet, à Coblenz pour lancer un manifeste destiné à expliquer et justifier leur intervention. Deux projets furent élaborés, l'un par Mallet du Pan, l'autre par un émigré, le marquis Geoffroy de Limon, ancien intendant du comte de Provence; mais c'est d'après les indications mêmes venues des Tuileries que fut rédigé le texte définitif.

(1) Arthur CHUQUET, *La Première Invasion prussienne*, p. 71-72. — (2) Id., p. 70-71.

(3) Voir, sur la psychologie des armées de la République, *L'Armée à travers les âges* (conférences faites à Saint-Cyr en 1898), 1^{re} série (1899), p. 183.

nicipalité de Paris. Enfin il déclarait que, si la moindre insulte était adressée à la famille royale, « Leurs Majestés impériale et royale en tireraient une vengeance exemplaire, en livrant Paris à une exécution militaire et à une subversion totale ».

Daté de Coblenz le 25 juillet, le manifeste fut connu à Paris le 28. Il y produisit un effet extraordinaire, mais tout autre que celui qu'escomptaient ses auteurs. Il raviva la fermentation révolutionnaire, accrut les défiances populaires contre la Cour et précipita la chute de la royauté. Le généralissime prussien dira plus tard : « Je donnerais ma vie pour n'avoir pas signé ce manifeste. »

La journée du Dix Août. Chute de la royauté. — Dès le lendemain du 20 juin, la Cour s'était efforcée de désarmer les faubourgs; mais ce projet fut déjoué par Alexandre, commandant le bataillon de Saint-Marcel, qui le dévoila à la municipalité.

Le 25 juillet, les 48 sections de Paris avaient été déclarées en permanence par l'Assemblée. Le 3 août, à l'unanimité moins une, elles chargèrent le maire de Paris de demander à la Législative la déchéance de Louis XVI. Malgré le *veto* opposé par le roi à la formation du camp sous Paris, dès le 18 juillet des compagnies ou bataillons de volontaires fédérés s'étaient mis en marche et, après avoir célébré la fête de la Fédération, ils avaient invité l'Assemblée (23 juillet) à suspendre le roi de ses fonctions et à convoquer une Convention nationale. Ils lièrent partie avec les sections qui, informées que la Cour se disposait à la résistance, attendirent, pour mettre à exécution le projet d'insurrection qu'elles avaient secrètement formé, l'arrivée du bataillon des Marseillais appelé dans la capitale par Barbaroux, que ses concitoyens avaient envoyé à Paris pour se plaindre à la Législative du directoire du département. Les Marseillais, sous le commandement de François Moisson, entrèrent à Paris le 30 juillet, au nombre de 516, en chantant l'hymne auquel ils ont donné leur nom.

L'insurrection éclata dans la nuit du 9 au 10 août. L'assemblée révolutionnaire des commissaires des sections (Carra, Gorsas, San-